Cher ministre

Je vous écris pour demander au gouvernement fédéral de rétablir les évaluations obligatoires de l'impact sur le marché du travail des étrangers qui souhaitent suivre une formation en résidence médicale au Canada.

Plus de 4,5 millions de Canadiens sont sans médecin de famille. Récemment, la Nouvelle-Écosse a reconnu qu'elle était en crise; les médecins prennent leur retraite et la province ne dispose pas de suffisamment de main-d'œuvre pour garder les salles d'urgence ouvertes. La Nouvelle-Écosse n'est pas seule. Ce ne sont que de brefs exemples de la crise que traverse le Canada. Avec une telle pénurie de médecins de soins primaires, les listes d'attente pour les spécialistes deviennent les plus longues du monde développé. Un accès difficile aux soins de santé nuit aux gens et à l'économie. Pourtant, nous utilisons nos rares ressources de formation médicale pour former des étrangers au lieu de former des Canadiens pour répondre à la pénurie de médecins et à nos besoins de santé à long terme.

En 2019, CaRMS a publié des données selon lesquelles 2302 citoyens canadiens et résidents permanents qualifiés avaient démontré une équivalence substantielle et avaient demandé une formation en résidence. De ce nombre, 391 ont reçu des postes de résidence, laissant 1911 sans postes de résidence. Ces Canadiens sont actuellement au chômage ou sous-employés. En 2020, CAPER a publié son rapport 2019 qui indiquait que 142 postes de résidence de première année étaient occupés par des stagiaires détenant un visa. Environ 1 poste sur 3 pour les diplômés internationaux est occupé par des étrangers au détriment des Canadiens.

Les universités déclarent qu'elles ne peuvent pas former plus de médecins parce qu'elles n'ont pas suffisamment de ressources de formation. Si nous formons des Canadiens, ils resteront à la maison pour répondre aux besoins des Canadiens en matière de soins de santé et pour contribuer à résoudre notre problème de manque de médecins. La politique actuelle privilégie le profit et les intérêts étrangers au détriment de ce qui est le mieux pour les Canadiens.

Même nos militaires ne peuvent pas former les médecins qu'ils recherchent en raison de pénuries de formation.

La Loi sur l'immigration exige que les intérêts canadiens soient prioritaires. Il faut d'abord que les emplois canadiens reviennent aux Canadiens. Il est temps de cesser de former des étrangers au détriment des diplômés canadiens en médecine et du public.

Il est temps de cesser d'exporter des Canadiens intelligents qui ont étudié la médecine à l'étranger pour répondre aux besoins des médecins d'autres pays. Il est temps de reconnaître la valeur des immigrants et de permettre aux médecins immigrants de pratiquer la médecine plutôt que de conduire des taxis. Il est temps de cesser de donner des visas aux étrangers pour enlever les ressources et les emplois dont les Canadiens ont besoin.

J'ai hâte de vous entendre dire que l'exemption de l'IMTE pour les étrangers qui souhaitent suivre une formation en résidence au Canada sera révoquée.

Cordialement,

Nom

Adresse